

#FreeMahmoud: Mahmoud Nawajaa est LIBRE !

Par le Comité National Palestinien (BNC), le 17 août 2020

Grâce à une pression internationale soutenue, Mahmoud Nawajaa, le défenseur palestinien des droits humains, le coordonnateur de BDS, a été libéré après avoir été détenu sans accusation par Israël pendant 19 jours.

MAHMOUD EST LIBRE ! LA PRESSION MONDIALE SOUTENUE FONCTIONNE. INTENSIFIONS LES CAMPAGNES BDS POUR METTRE FIN À L'APARTHEID ISRAÉLIEN

17 août 2020 – Aujourd'hui, le défenseur palestinien des droits de l'homme et coordinateur de BDS, Mahmoud Nawajaa, a été libéré par un tribunal militaire israélien, après 19 jours de détention illégale sans inculpation. Depuis son arrestation le 30 juillet dernier, le Shin Bet de la sécurité intérieure israélienne n'a présenté aucune accusation formelle contre lui.

Dans sa première réaction après sa libération, Mahmoud Nawajaa a déclaré :

« La pression fonctionne. Une pression mondiale soutenue fonctionne encore mieux. Je remercie Addameer de m'avoir défendu contre ce système de « justice » militaire qui fait partie intégrante de l'apartheid et du régime colonial contre notre peuple.

« Je suis profondément reconnaissant à tous ceux qui ont fait pression sur Israël de l'apartheid pour me libérer. De l'Europe et du monde arabe à l'Afrique australe, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Asie, votre solidarité m'a donné de la force et a maintenu vivant mon espoir d'être réuni avec ma famille aimante et ma grande famille BDS qui

m'inspire.

Je remercie également les organisations et réseaux palestiniens et internationaux de défense des droits humains, en particulier le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains ([PHROC](#)), [Front Line Defenders](#), [Amnesty International](#) et [la Fédération internationale des droits de l'homme](#) (FIDH), qui ont joué un rôle essentiel dans ma défense en tant que défenseur des droits humains, malgré les « soupçons » fabriqués et les mensonges propagés contre moi par Israël de l'apartheid.

« BDS est une idée ainsi qu'une stratégie antiraciste efficace et moralement cohérente de résistance pacifique et de solidarité. Ils ne peuvent pas nous briser parce qu'ils ne peuvent pas écraser une idée ni contrer notre stratégie, malgré toutes les ressources financières, de renseignement, politiques, diplomatiques et de propagande qu'ils ont investies dans leur guerre de répression contre BDS.

« Intensifions nos campagnes BDS pour mettre fin à ce système d'apartheid et d'oppression et libérer les 4 700 prisonniers palestiniens. Avec nos réseaux mondiaux de solidarité mutuelle avec les mouvements pour la justice indigène, raciale, sociale, de genre et climatique, nous pouvons et nous allons atteindre la liberté, la justice et l'égalité pour notre peuple et pour toutes les communautés opprimées ».

Dans sa déclaration appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de Nawajaa, Amnesty International a dénoncé les tentatives de l'Occident, en coordination avec Israël, de réprimer le militantisme de BDS, par ces mots :

« Plaider pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions est une forme de plaidoyer non-violent et de liberté d'expression qui doit être protégée. Les partisans du boycott devraient être autorisés à exprimer librement leurs opinions et à faire avancer leurs campagnes sans harcèlement, menaces

de poursuites ou de criminalisation, ou autres mesures qui violent le droit à la liberté d'expression ».

L'arrestation de Mahmoud Nawajaa est intervenue à un moment où la société civile palestinienne réclame [des mesures internationales efficaces de reddition de comptes](#), y compris des sanctions légales et ciblées, afin d'empêcher l'annexion *de jure* prévue par Israël et de [mettre fin à son régime d'apartheid et à son annexion de facto en cours](#).

Dans le cadre de la campagne internationale pour [#FreeMahmoud](#), le Comité national palestinien de BDS, la plus grande coalition de la société civile palestinienne, a organisé mardi dernier deux rassemblements de protestation à [Ramallah](#) et à Gaza devant les missions diplomatiques de l'Allemagne qui préside actuellement le Conseil de l'UE. Plus de 150 représentants de mouvements de masse, de syndicats, de partis politiques et de militants palestiniens de BDS se sont joints aux rassemblements, exigeant que l'UE exerce une pression concrète sur Israël pour la libération de Nawajaa et pour le respect des droits des Palestiniens sous l'égide du droit international.

Traduction : SF pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

#FreeMahmoud : Israël cède aux pressions et permet à

Mahmoud Nawajaa de voir son avocat

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 12 août 2020

Après 13 jours d'interrogatoire et de refus d'accès à son avocat et à sa famille, les autorités israéliennes ont autorisé Mahmoud Nawajaa, le défenseur palestinien des droits humains, qui est le coordinateur du BDS, à rencontrer son avocat pour la première fois depuis son arrestation tard dans la nuit du 30 juillet.

12 août 2020 – Hier, après 13 jours d'interrogatoire et de refus d'accès à son avocat et à sa famille, les autorités israéliennes ont autorisé le défenseur palestinien des droits humains et coordinateur du BDS, Mahmoud Nawajaa, à rencontrer son avocat pour la première fois depuis [son arrestation tard dans la nuit](#) du 30 juillet.

Par l'intermédiaire de son avocat, désigné par Addameer – l'association de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains, Nawajaa a rassuré sa famille et ses amis en leur disant qu'il était « en bonne santé et avait bon moral et qu'il était déterminé à poursuivre son action à BDS pour les droits des Palestiniens ». Il a également exprimé sa « profonde gratitude » à tous ceux qui, dans le monde entier, agissent pour sa libération.

Cela se passe après qu'Addameer a soumis une requête auprès de la Cour Suprême israélienne contre la décision du tribunal militaire de refuser à Nawajaa l'accès à son avocat.

Et c'est suite au développement considérable de la campagne [#FreeMahmoud](#), qui a le soutien de [parlementaires](#), de [partis politiques](#), de [grands syndicats](#), de [groupes de solidarité](#) et de [mouvements sociaux](#) dans de nombreux pays. [Front Line](#)

[Defenders](#) et [Amnesty International](#) ont également condamné l'arrestation et la détention arbitraire de Mahmoud Nawajaa par Israël, prenant en considération qu'il est un défenseur des droits humains. Ces deux organisations ont appelé à une pression internationale pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle de Nawajaa par Israël.

Alors que les prisonniers palestiniens sont souvent soumis [à la torture et à des abus physiques et/ou mentaux humiliants](#) lors des interrogatoires par les officiers du Shin Bet (service de sécurité intérieure) d'Israël, Nawajaa a déclaré à son avocat qu'il « a été soumis à des mauvais traitements et à des conditions de détention dégradantes mais pas à la torture ».

Dans le cadre de la campagne internationale #FreeMahmoud, le Comité national palestinien du BDS, la plus grande coalition de la société civile palestinienne, a organisé hier deux rassemblements de protestation à [Ramallah](#) et à Gaza devant les missions diplomatiques allemandes, étant donné que l'Allemagne préside actuellement le Conseil de l'UE. Plus de 150 représentants de mouvements de masse, de syndicats, de partis politiques et de militants palestiniens du BDS ont participé à ces rassemblements.

Majida Masri, coordinatrice de la campagne des femmes palestiniennes pour le boycott des produits israéliens, s'est exprimée au nom du mouvement BDS :

« Nous nous rassemblons ici pour exiger que l'UE mette fin à son silence complice et exerce une pression concrète sur Israël pour qu'il libère Mahmoud Nawajaa et respecte les droits des défenseurs palestiniens des droits humains. Israël cède à notre pression, nous devons donc l'intensifier pour #FreeMahmoud (#Libérer Mahmoud) ».

« Étant le principal partenaire commercial d'Israël, et compte tenu de ses décennies de complicité favorisant le régime

d'occupation, de colonisation et d'apartheid d'Israël, l'UE a l'obligation légale et morale d'agir pour mettre fin aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité d'Israël ».

Bien que l'interrogatoire de Nawajaa par le Shin Bet soit toujours en cours, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui, « les premières indications », a déclaré Masri, « révèlent que le Shin Bet n'a pas de dossier ». Le mouvement BDS a accusé Israël d'avoir fabriqué de fausses allégations contre Nawajaa en guise de « punition » pour la croissance impressionnante du mouvement ces dernières années.

L'arrestation de Mahmoud Nawajaa est intervenue à un moment où la société civile palestinienne réclame [des mesures internationales efficaces de reddition de comptes](#), y compris des sanctions légales et ciblées, pour empêcher l'annexion *de jure* prévue par Israël de 30 % de la Cisjordanie occupée, dont les colonies israéliennes illégales et certaines parties de la vallée du Jourdain, et pour [mettre fin à son régime d'apartheid et à l'annexion de facto en cours](#).



Palestiniens exigeant la libération de Mahmoud Nawajaa à Gaza

Traduction : SF pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

#FreeMahmoud : Israël

rallonge la détention du coordinateur de BDS Mahmoud Nawajaa

Par le Comité National BDS (BNC) palestinien, le 9 août 2020

Ignorant l'appel d'Amnesty à sa libération immédiate, Israël a rallongé aujourd'hui la détention du défenseur palestinien des droits de l'être humain et coordinateur de BDS Mahmoud Nawajaa.

9 août 2020 – Ignorant l'appel d'Amnesty International à sa libération immédiate et sans conditions, un juge militaire israélien a rallongé aujourd'hui de huit jours la détention du défenseur palestinien des droits de l'être humain et coordinateur de BDS Mahmoud Nawajaa pour poursuivre son interrogatoire, a dit Addameer, association de Défense des Prisonniers et des Droits de l'être Humain.

Le Shin Bet, service de la sécurité intérieure d'Israël, qui interroge Nawajaa au centre d'interrogatoire d'Al-Jalameh près de Haïfa, n'a présenté aucune charge ni preuve contre lui à ce jour, même pendant l'audition d'aujourd'hui qui a eu lieu dans un tribunal militaire près de Jenine.

Depuis son arrestation le 30 juillet chez lui près de Ramallah, en territoire palestinien occupé, Nawajaa n'a pas été autorisé à exercer son droit de voir son avocat, nommé par Addameer.

Le 7 août, Amnesty International a émis un [communiqué](#) qui disait :

Les autorités israéliennes doivent libérer immédiatement et sans condition le défenseur palestinien des droits de l'être humain Mahmoud Nawajaa, 34 ans, Coordinateur Général du

mouvement Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO)... On ne l'a arrêté que parce qu'il exerçait ses droits à la liberté d'expression et d'association et il est donc un prisonnier de conscience.

Le communiqué d'Amnesty appelait à faire pression sur Israël pour qu'il libère Nawajaa, disant qu'Israël avait interprété le manquement de la communauté internationale à « agir concrètement » pour faire pression sur lui « comme un feu vert » pour poursuivre sa politique illégale, y compris la persécution des défenseurs palestiniens des droits de l'être humain.

Une campagne internationale avec le hashtag #FreeMahmoud a grandi pour y inclure des [parlementaires](#), des [syndicats](#), des [associations solidaires](#) et des [mouvements sociaux](#) de nombreux pays.

Parlant au nom du mouvement BDS pour les droits des Palestiniens, Stéphanie Adams a dit :

Cette prolongation de la détention illégale de Mahoud par le système israélien de tribunaux militaires, notoirement connu pour son taux de condamnation des Palestiniens proche de 100 %, prouve une fois de plus que seule une pression internationale soutenue, assortie d'une lutte populaire interne, peut aider les Palestiniens à arriver à se libérer de l'apartheid et du régime colonial d'Israël.

La détention de Mahmoud est une agression contre la totalité du mouvement BDS mondial non-violent. Avec le soutien de millions de personnes de conscience dans le monde entier, nous continuerons à faire grossir notre mouvement jusqu'à ce que tous les Palestiniens puissent jouir de la liberté, de la justice et de l'égalité.

Le mouvement BDS a appelé les militants des droits de l'être humain du monde entier à [augmenter la pression](#) dans leurs pays respectifs pour s'assurer de la libération immédiate de

Mahmoud Nawajaa par Israël.

Informations sur le contexte :

Le 30 juillet, vers 3 H.30 du matin, les forces d'occupation israéliennes ont arrêté le Palestinien défenseur des droits de l'être humain et Coordinateur Général du Comité National de BDS, Mahmoud Nawajaa, chez lui près de Ramallah dans le territoire palestinien occupé (TPO). Ils ont fait irruption dans sa maison, lui ont bandé les yeux et l'ont menotté, l'arrachant à sa femme et ses trois jeunes enfants.

Les deux aînés de Nawajaa, neuf et sept ans, ont crié en défiant les soldats qui envahissaient leur maison pour arrêter leur père. Le plus âgé a dit : « Laissez mon père tranquille. Sortez. Votre chien ne me fait pas peur. »

Le 2 août, un Tribunal Militaire israélien a [rallongé de 15 jours](#) la détention de Nawajaa pour interrogatoire. Après un appel, le 4 août, le tribunal a réduit l'extension de détention à huit jours, mais seulement pour la rallonger à nouveau aujourd'hui.

Le Comité National BDS (BNC) palestinien, la plus grande coalition de la société civile palestinienne, conduit le mouvement mondial pacifique de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour la liberté, la justice et l'égalité. Le mouvement BDS, qui est [strictement non violent et antiraciste](#), est largement inspiré du mouvement anti-apartheid sud-africain et du mouvement pour les Droits Civiques américain.

[Front Line Defenders](#) [Défenseurs en Première Ligne] a condamné « l'arrestation arbitraire » de Nawajaa par Israël, appelant à sa libération immédiate et sans condition.

[Amnesty International](#) a appelé à faire pression sur Israël pour qu'il libère immédiatement Mahmoud Nawajaa, car elle le considère comme un défenseur des droits de l'être humain. Le communiqué d'Amnesty a dit : « [Nawajaa] a été arrêté

uniquement parce qu'il exerçait ses droits à la liberté d'expression et d'association et il est par conséquent un prisonnier de conscience. »

Amnesty a ajouté :

Militer pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions, c'est une forme de plaidoyer non-violent et de liberté d'expression que l'on doit protéger. Les militants des boycotts devraient avoir le droit d'exprimer librement leurs points de vue et de mener leurs campagnes sans être harcelés, menacés d'être poursuivis ou incriminés, ou toute autre mesure qui viole le droit à la liberté d'expression.

[Le Conseil des Organisations Palestiniennes des Droits de l'Homme](#) (PHROC) a émis son propre communiqué en anglais qui dit :

Nawajaa jouit d'une protection en raison de son activité BDS et de son opposition à la politique de discrimination raciale mise en place par [Israël] contre les citoyens palestiniens. Ce type de protection est garanti par la Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme, [émise](#) par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1998.

Nawajaa, 34 ans, a une maîtrise en Relations Internationales et est un défenseur palestinien convaincu des droits de l'être humain, qui a travaillé sans répit à autoriser les organisations populaires en Palestine et à travers le monde. Il a consacré des années à renforcer le mouvement BDS contre le régime d'apartheid israélien, jusqu'à ce qu'Israël remplisse ses obligations selon le droit international et respecte les droits fondamentaux des Palestiniens.

L'arrestation de Mahmoud Nawajaa arrive à un moment où la société civile palestinienne [demande des mesures internationales efficaces de responsabilité](#) pour empêcher l'annexion de jure, planifiée par Israël, de 30 % de la Cisjordanie occupée, dont les colonies israéliennes illégales

et des parties de la Vallée du Jourdain, et [mettre fin à son régime d'apartheid et à l'incessante annexion de facto](#).

Le jour de son arrestation, Nawajaa, qui est un résident de la Cisjordanie occupée, a été transféré de force à la prison d'Al-Jalameh, où il est actuellement interrogé. Ce transfert constitue [un acte de déportation illégale](#), une grave entorse à la Quatrième Convention de Genève (Articles 49 et 147) et un crime de guerre selon le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (Article 8).

Selon [la Convention Internationale de l'ONU sur la Suppression et la Punition du Crime d'Apartheid](#), la « persécution des organisations et des personnes, en les privant de leurs droits et libertés fondamentales, parce qu'elles s'opposent à l'apartheid », est l'un des actes inhumains commis pour maintenir un régime d'apartheid.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Un millier d'Israéliens appellent à la libération immédiate du coordinateur de BDS Mahmoud Nawajaa

Par Boycott from Within, le 3 août 2020

Avant l'aube, le 30 juillet, des dizaines de soldats israéliens ont fait irruption dans la maison de Mahmoud Nawajaa, Coordinateur général du Comité national palestinien

de BDS, à Kafr Abu Qash [en Cisjordanie occupée], l'ont menotté, lui ont bandé les yeux et l'ont emmené de force sous les yeux de sa femme et de ses enfants.

Deux jours plus tard, au cours d'une audition devant un tribunal militaire israélien, Mahmoud a été accusé par le service secret d'Israël de charges totalement fabriquées, remises au juge sous la forme d'un « dossier secret », que Mahmoud n'a pas été autorisé à voir. Il a seulement été questionné oralement par le juge sur ces allégations, que Mahmoud a niées.

Mahmoud n'est pas autorisé à voir son avocat, même s'il en a un. À sa place, c'est un avocat bénévole dédié à cela qui l'a assisté pendant cette procédure truquée. Comme pour presque toutes ces procédures dans un tribunal militaire d'Israël, le juge a accordé au service secret sa demande d'étendre pour 15 jours supplémentaires la détention illégale et arbitraire de Mahmoud, validant la violation de ses droits humains les plus basiques.



Mahmoud Nawajaa (Twitter)

Ceux d'entre nous qui connaissent Mahmoud savent son engagement dans la résistance civile populaire au colonialisme d'Israël, par le moyen de boycotts, désinvestissements et sanctions. Les deux seules raisons possibles pour lesquelles Israël a enlevé Mahmoud Nawajaa au milieu de la nuit sous la menace d'armes sont qu'il est un Palestinien autochtone et qu'il plaide avec succès pour les droits autochtones, humains et civiques de son peuple.

Nous sommes un millier de citoyens d'Israël qui soutenons le

mouvement mondial BDS mené de Palestine, en mots et en actions. Malgré la loi anti-boycott de l'Israël de l'apartheid, nous ne sommes pas (encore)s arrachés à nos lits au milieu de la nuit sous la menace d'armes ; nous ne sommes pas (encore) incarcérés sans accusation, procès ou date de libération ; nous sommes (encore) autorisés à parler à nos avocats ou à nos familles ; et nous ne sommes pas (encore) diffamés au tribunal comme « terroristes » afin de pouvoir nous incarcérer plus longtemps et approuver sans discussion notre torture.

Le droit au boycott est un droit civique qui ne devrait jamais avoir les sombres conséquences auxquelles Mahmoud est maintenant confronté. Cette arrestation implique Mahmoud seulement dans son engagement pour la liberté, la justice et l'égalité ; et elle implique Israël dans son engagement pour l'oppression, l'occupation militaire et l'apartheid.

Nous sommes un millier de citoyens d'Israël qui nous dressons solidairement aux côtés de Mahmoud Nawajaa et demandons sa libération immédiate.

Boycott from Within [Boycott de l'intérieur]

BOYCOTT! Supporting the Palestinian BDS Call from Within, plus connue sous le nom de Boycott from Within, est une association de citoyens juifs et palestiniens d'Israël qui soutiennent le mouvement BDS de Boycott, désinvestissement et sanctions. Fondée en 2008, elle se décrit comme une association qui suit les principes directeurs et partage les objectifs du mouvement palestinien BDS, tels qu'ils sont définis par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI).

Traduction : CG pour BDS France

Source : [Mondoweiss](#)

#FreeMahmoud : Un tribunal militaire israélien prolonge de 15 jours la détention du coordinateur du BDS Palestinien

Par le Comité national palestinien du BDS, le 2 août 2020

Israël garde en détention le défenseur palestinien des droits de l'homme, Mahmoud Nawajaa, sans inculpation, et il lui refuse le droit de voir son avocat.

Ramallah occupée, le 2 août 2020 – Aujourd'hui, un tribunal militaire israélien près de Jénine a accédé à une requête du service de sécurité intérieure israélien, le Shin Bet, pour prolonger de 15 jours la détention du défenseur palestinien des droits de l'homme, Mahmoud Nawajaa. Aucune inculpation ni preuve n'a été échangée avec Nawajaa ou son avocat, désigné par l'Association Addameer, association de défense des droits de l'homme et de soutien aux prisonniers.

Selon [Addameer](#) (dans une déclaration en arabe), le Shin Bet a déclaré au tribunal qu'ils « *soupçonnaient* » Nawajaa d'appartenir à un parti « *proscrit* » à qui il fournit des services, ce que celui-ci avait nié avec véhémence quand il a été interrogé par le juge militaire.

Nawajaa a déclaré au juge (par vidéoconférence, étant donné

les restrictions du Covid-19) qu'il est en bonne santé.

Des dizaines de soldats de l'occupation israélienne avaient pris d'assaut le domicile de Mahmoud Nawajaa le 30 juillet, ils lui ont bandé les yeux et lui ont passé les menottes, [le tenant à l'écart](#) de son épouse et de ses trois jeunes enfants. Depuis son arrestation, Nawajaa se voit refuser le droit de voir son avocat.

Réagissant à la décision du tribunal militaire israélien, le co-fondateur du BDS, Omar Barghouti, a déclaré :

« L'audience d'aujourd'hui s'inscrit précisément dans le répertoire des pratiques répressives du Shin Bet israélien, qui rappellent celles de l'apartheid en Afrique du Sud. Sans aucune inculpation ni la moindre parcelle de preuve, ils lancent des mensonges scandaleux sur les défenseurs palestiniens des droits de l'homme, comme Mahmoud, pour les dénigrer et pour qu'il soit plus facile d'obtenir l'accord des tribunaux militaires pour prolonger leur détention, pour des mauvais traitements et, souvent, des interrogatoires cruels.

« Israël sait que malgré son investissement massif en ressources financières, politiques, diplomatiques, médiatiques et en services de renseignement dans sa guerre désespérée contre le mouvement pacifique du BDS pour les droits des Palestiniens, il ne parvient pas à réduire la croissance du mouvement et son impact dans le monde.

« Nous demandons à toutes celles et ceux qui soutiennent les droits de l'homme, partout dans le monde, d'intensifier leur pression sur le régime d'oppression d'Israël afin qu'il libère immédiatement Mahmoud et aussi tous les défenseurs des droits de l'homme et prisonniers de conscience palestiniens, dans les cachots d'Israël. Il est grand temps, en particulier, de supprimer tous les échanges commerciaux et tous les liens avec l'Israël de l'apartheid ».

Le mouvement BDS a [donné les grandes lignes](#), dans une alerte à

ses militants, d'actions spécifiques avec le but de soutenir la campagne **#FreeMahmoudd**. Celles-ci vont de la pression par la mobilisation sur les gouvernements pour tenir Israël responsable, au renforcement des campagnes BDS dans le monde.

Mahmoud Nawajaa, 34 ans, est le coordinateur général du Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus importante coalition dans la société civile palestinienne, qui dirige le mouvement pacifique et mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens.

Selon ses collègues et amis, Nawajaa, qui est titulaire d'une maîtrise en relations internationales, a consacré sa vie à la lutte pacifique pour les droits des Palestiniens. Avant de rejoindre le mouvement BDS, il a été le directeur administratif, de 2010 à 2013, de l'Institut d'information et de politique sur le développement de la santé (HDIP) à Ramallah, une organisation à but non lucratif qui travaille dans les domaines de la planification de la politique de santé, de la défense, du plaidoyer pour les droits, de l'autonomisation des femmes et pour une plus grande démocratie, grâce à une société civile dynamique.

Traduction : BP pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Les forces d'occupation israéliennes arrêtent Mahmoud

Nawajaa, coordinateur de BDS, au cours d'un raid nocturne

Par Palestinian BDS National Committee (BNC), le 30 juillet 2020

Ramallah occupé, 30 juillet 2020 – À environ 3h30 du matin, des dizaines de soldats d'occupation israéliens, accompagnés d'au moins un chien, ont fait irruption au domicile de Mahmoud Nawajaa, le Coordinateur général du comité national palestinien de BDS (BNC), près de Ramallah, l'ont menotté, lui ont bandé les yeux et l'ont emmené loin de sa femme et de ses trois jeunes enfants.

Des dizaines de soldats d'occupation israéliens ont fait irruption au domicile de Mahmoud Nawajaa, le Coordinateur général du comité national palestinien de BDS (BNC), près de Ramallah, l'ont menotté, lui ont bandé les yeux et l'ont emmené loin de sa femme et de ses trois jeunes enfants.

[\(Vidéo et images de l'arrestation de Mahmoud Nawajaa\)](#)

Mahmoud Nawajaa, 34 ans, est né à Yatta, au sud de Hébron, et détient un diplôme de master en Relations internationales.

Avant d'être emmené, Nawajaa a dit à sa femme : « Prends soin des enfants ».

Les deux aînés de Mahmoud, âgés de 9 ans et de 7 ans, ont défié en criant les soldats qui envahissaient leur maison pour arrêter leur père. Le plus âgé a dit : « Laissez papa tranquille. Allez-vous en. Votre chien ne me fait pas peur ».

« Les forces d'occupation israéliennes ont arrêté le coordinateur de BDS Mahmoud Nawajaa au cours d'un raid nocturne.

Nous appelons tous les militants BDS du monde entier à renforcer la campagne BDS pour faire rendre des comptes à

Israël et tous les Etats à imposer des sanctions.
#FreeMahmoud.

Communiqué de presse (en anglais): <https://t.co/inKjZet0J4pic.twitter.com/3f0hGKxB11>
-BDS (@BDSmovement) 30 juillet 2020. »

Un expert des droits humains a commenté l'arrestation en citant un article de [la Convention internationale sur la suppression et la punition du crime d'apartheid des Nations Unies](#), qui définit la « persécution des organisations et des personnes, en les privant des droits et libertés fondamentaux, parce qu'elles s'opposent à l'apartheid » comme un des actes inhumains commis pour maintenir le système d'apartheid.

Le mouvement pacifique mondial de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) a été lancé en 2005 par l'écrasante majorité des syndicats, mouvements de masse, organisations de femmes et campagnes palestiniens. Il appelle à mettre fin à l'occupation et au régime d'apartheid d'Israël et à reconnaître les droits, stipulés par les Nations Unies, des réfugiés palestiniens déplacés par la force depuis 1948 à retourner dans leurs foyers.

Le BNC, la plus vaste coalition de la société palestinienne, dirige le mouvement mondial de BDS.

Dans une récente déclaration de BNC, saluant la prise de position de dizaines d'experts des droits humains des Nations Unies qui ont condamné les plans israéliens d'annexion formelle en tant que cristallisation d'un « apartheid du 21ème siècle », Mahmoud Nawajaa a dit :

« Pendant des décennies, l'inaction et la complicité internationales ont permis à Israël de violer les lois de l'occupation belligérante, de poursuivre sa colonisation du territoire palestinien occupé et d'imposer un régime d'apartheid qui [est inscrit dans le droit intérieur d'Israël](#).

Confrontés à une annexion illégale par Israël, à son régime d'apartheid et à son déni de notre droit inaliénable à l'auto-

détermination, il est grand temps que tous les États et les organisations internationales respectent leurs obligations légales en adoptant des contre-mesures efficaces, [y compris des sanctions](#). »

Dans les dernières années, le mouvement de BDS a pris une importance internationale croissante, son impact atteignant les parlements du monde entier, de l'Afrique du Sud au Congrès des États-Unis, les partis politiques, des syndicats majeurs, des églises, des campus, des mouvements pour la justice raciale et des personnalités renommées de la culture et de l'art.

Le gouvernement d'extrême-droite d'Israël a combattu le mouvement BDS depuis des années, reconnaissant son impact stratégique et allouant de massives ressources financières et humaines à la « guerre » contre lui.

Commentant l'arrestation de Mahmoud Nawajaa, Omar Barghouti, co-fondateur du mouvement BDS, a déclaré :

« Mahmoud est un défenseur des droits humains palestiniens de premier plan, tenu en haute estime en Palestine et dans le monde entier pour son plaidoyer inlassable et passionné en faveur des droits palestiniens. En tant que jeune leader de la société civile, Mahmoud est un modèle pour les Palestiniens, jeunes et vieux, et une inspiration pour les défenseurs des droits palestiniens partout dans le monde. Le régime israélien d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid cherche désespérément à terroriser les militants palestiniens BDS et leurs familles, après avoir échoué à ralentir la croissance du mouvement. Nous appelons les militants BDS à renforcer partout la campagne BDS pour faire rendre des comptes à Israël.

Alors qu'Israël devient un modèle pour l'extrême-droite raciste et autoritaire, BDS devient une composante clé de la vague progressiste mondiale qui lutte pour la justice en faveur des peuples autochtones, pour la justice raciale,

économique, sociale, de genre et climatique.

Il est grand temps pour les États non seulement de défendre les défenseurs des droits palestiniens et des autres droits humains, mais d'imposer des sanctions légales et ciblées pour mettre fin aux crimes de guerre d'Israël, à ses crimes contre l'humanité et à son régime entier d'oppression des Palestiniens autochtones. Cela seul peut nous aider à obtenir la liberté, la justice et l'égalité.

Traduction : CG pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Alertez vos parlementaires en urgence – Droit Au Boycott

Le projet de loi « Égalité et citoyenneté » est débattu à partir de ce lundi à l'Assemblée nationale. Le vote pourrait intervenir dès le 29 juin. Selon son résultat, la loi pourrait faciliter les attaques contre l'appel au boycott ou au contraire nous permettre de développer notre campagne contre l'impunité et les violations du droit international.

Lors de son intervention le 7 mars 2016 au dîner du Crif, Manuel Valls avait déclaré « la disposition visant à sortir les délits antisémites et racistes du droit de la presse pour les faire rentrer dans le droit commun figurera dans le projet de loi Égalité et citoyenneté ». Il faisait ainsi allusion à la circulaire Alliot-Marie qui, bien que visant à protéger du racisme et de l'antisémitisme, a été détournée de son objet en criminalisant l'appel au boycott.

Avec le projet adopté en l'état, nos adversaires seront moins contraints par des obstacles liés à la procédure ou aux délais de prescription.

Dix députés (Pouria Amirshahi, Alexis Bachelay, Jean-Jacques Candelier, André Chassaigne, Yves Daniel, Hervé Féron, Jacqueline Fraysse, Michel Ménard, Noël Mamère, Gabriel Serville), répondant aux demandes de la Plateforme Palestine et de l'AFPS, ont déposé 2 amendements destinés à exclure les actions de boycott citoyens du champ d'application des dispositions contre le racisme et l'antisémitisme, précisant que :

- « Ne constitue pas une provocation à la discrimination le fait d'appeler au boycott de produits ou de services concourant à la politique contestée d'un État. » ;
- Et ajoutant une exception à l'article 225-3 du Code pénal : « Aux refus d'achat de produits ou de services, ou à des producteurs concourant à la politique contestée d'un État. »

Nous vous invitons à alerter vos parlementaires (ou du moins celles et ceux qui peuvent être sensibles à cette question) pour qu'ils soient présents et votent ces amendements.

Vous trouverez ci-joint un modèle de courrier à envoyer aux députés (pouvant être adapté en fonction des cibles), ainsi que les 2 amendements avec l'exposé des motifs.

L'adoption de ces amendements serait une véritable victoire pour le mouvement de solidarité et au-delà pour nos amis palestiniens.

[Amendements d'Alexis Bachelay au projet de loi égalité et citoyenneté](#)

[Modèle de courrier aux députés](#)

Source : <http://www.ujfp.org/spip.php?article5035>

Ronni Kasrils, vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain : « Opposez-vous aux tentatives d'interdiction du BDS ».

Le vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain, Ronni Kasrils, estime que les tentatives d'interdiction du militantisme pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël sont « absolument grotesques » et que les militants doivent s'opposer à de tels efforts.

Par : Adri Nieuwhof – Article 1 Collective

Ronni Kasrils, au Tribunal Russel

Le vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain, Ronni Kasrils, estime que les tentatives d'interdiction du militantisme pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël sont « absolument grotesques » et que les militants doivent s'opposer à de tels efforts. Le mois dernier, j'ai eu un entretien avec Kasrils à propos de ce qu'il pensait du BDS et de l'apartheid, lors de sa venue à Amsterdam.

Pendant des décennies, Kasrils a lutté contre l'apartheid en tant que membre du Congrès national africain (ANC) et du Parti communiste. Il a participé à des opérations de la branche militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (Fer de lance de la nation). Après la chute de l'apartheid, il a servi comme vice-ministre dans plusieurs gouvernements.

Kasrils est né à Johannesburg en 1938, petit-fils d'immigrants juifs de Lituanie et de Lettonie qui ont fui les pogroms tsaristes pour l'Afrique du Sud à la fin du 19e siècle.

Le BDS a contribué au changement

« Il a œuvré brillamment », s'empresse de répondre Kasrils à ma question si le BDS contre le régime d'apartheid sud-africain avait eu un impact.

« Le BDS a rendu les Blancs en Afrique du Sud vraiment furieux. Mais vous les avez épuisés avec le BDS. Il est arrivé un moment où ils ne pouvaient plus le supporter, et ils ont voulu que ça change ».

Un membre du Parti national au pouvoir a dit à Kasrils que la décision de la banque britannique Barclays de se retirer d'Afrique du Sud en 1988, – après une présence de plus de 150 ans –, « a été la dernière goutte qui a fait déborder le vase ». Il rappelle que le militantisme international pour le BDS a commencé par un boycott des fruits par les consommateurs, comme les oranges, les raisins et les pommes Outspan. Dans les années 1970, Peter Hain en Grande-Bretagne a commencé à perturber les jeux de sport. Avec un groupe, il est descendu sur un court de tennis à Bristol et il a bloqué l'équipe d'Afrique du Sud. « Cela s'est propagé comme une traînée de poudre et est parvenu à d'autres pays ». Le boycott était ouvert à une interprétation créatrice et il est devenu un moyen important pour toucher et attirer les populations.

Puis, des régimes de retraite d'Églises et des syndicats à travers le monde en sont venus à se désinvestir d'entreprises sud-africaines ou d'entreprises qui avaient investi en Afrique du Sud. Ce qui a eu un gros impact.

En 1985, en Amérique, les travailleurs de Kodak ont pris conscience de l'ampleur de la souffrance imposée aux Sud-Africains noirs. Le peuple afro-américain a été pour beaucoup dans la mobilisation anti-apartheid. Grâce à ses sénateurs et représentants au Congrès, le lobby noir a commencé à faire peser une pression énorme sur les entreprises et les banques. La Chase Manhattan a été la première banque à rompre ses liens

avec l'Afrique du Sud.

Interdire le BDS est grotesque

Kasrils dit qu'il soutient le militantisme du BDS contre Israël à cent pour cent. Et il ajoute qu'il faut s'opposer aux tentatives visant à rendre illégal le BDS aux États-Unis, au Canada, en France et au Royaume-Uni.

« Il est absolument grotesque que des gouvernements doivent utiliser une loi pour mettre fin au droit à la liberté d'expression des populations pour lesquelles le BDS constitue un moyen pacifique pour apporter de l'aide et une solidarité au peuple palestinien.

« Ces gouvernements doivent aider le processus dans son ensemble. Et ensuite, il y aura plus de calme et de paix pour la population de Palestine et d'Israël, et de tout le Moyen-Orient. Israël est une puissance nucléaire avec un nombre considérable d'armes nucléaires, et des gens de l'extrême droite qui le gouvernent. La population demande du sang, pas seulement le sang des Palestiniens, mais aussi celui des peuples de la région, et de gens comme Omar Barghouti qui simplement parlent du droit au BDS ».

« Israël est un pays qui présente les pires formes d'injustice, de meurtres, qu'on a vues depuis très longtemps. Il est de ces pays qui, à propos, sont souvent désignés comme fascistes ».

Pire que l'apartheid

Kasrils s'est rendu en Israël et en Palestine à plusieurs reprises. Quand je l'ai interrogé sur ses expériences, il a répondu : « Il existe de façon certaine des similitudes ». En 1984, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a approuvé la définition qu'avait adoptée l'Assemblée générale en 1966, selon laquelle l'apartheid constitue un crime contre l'humanité. La Convention de l'Apartheid ne dit pas « l'apartheid sud-africain », elle est plus large, observe Kasrkils.

La définition de l'apartheid fait mention d'actes inhumains

commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci. Vous devez mettre en application cette définition pour établir si Israël est en train de mettre en œuvre un apartheid.

Tout Sud-Africain qui s'est engagé dans la lutte pour la liberté et qui s'est rendu en Palestine et en Israël dit, « C'est comme l'apartheid », poursuit Kasrils. « La séparation des populations, les mesures utilisées, ces files d'attente aux check-points, l'humiliation, sont comme l'apartheid. »

L'archevêque Desmond Tutu et de nombreuses autres personnes ont dit qu'en réalité, c'est même pire que l'apartheid.

« Nous avons rarement vu l'apartheid larguer des bombes sur les gens ou pénétrer dans les ghettos noirs avec des chars d'assaut et des tirs d'artillerie lourde comme à Gaza. En Afrique du Sud, nous avons vu des massacres atroces et nous avons eu des situations où l'état d'urgence a été déclaré, où le mouvement du peuple noir a été contrôlé, avec des sièges comme à Soweto. Cela durait quelques semaines. Pas année après année comme en Cisjordanie ou à Gaza », se souvient Kasrils.

Le changement aura lieu

Beaucoup de gens doutent qu'Israël changera et qu'il respectera les droits du peuple palestinien.

Cependant, Kasrils est certain qu'il changera : « Israël est un exemple d'État colonial qui subsiste, qui s'est emparé de la terre du peuple palestinien, l'a dépossédé de sa terre et de ses droits, a utilisé les méthodes les plus épouvantables tout au long de l'histoire d'Israël. Nous, Sud-Africains, nous sommes passés par un processus atroce sous l'apartheid. Nous reconnaissons que c'est ce qu'il se passe pour le peuple palestinien. Nous nous tenons résolument derrière lui en solidarité, et nous appelons les gouvernements à se mettre en conformité avec les résolutions des Nations-Unies. Ce qui signifie : la fin de l'occupation, la fin du siège de Gaza, le droit des réfugiés à revenir. La seule façon pour que les

juifs d'Israël puissent être sûrs de vivre en sécurité, c'est qu'ils reconnaissent les droits de leurs semblables, ceux du peuple palestinien ».

Il a été un temps où les gens sentaient qu'il pourrait y avoir une fin à l'apartheid en Afrique du Sud, poursuit Kasrils. L'État blanc avait été très fort. Il a eu d'énormes ressources, et le soutien de l'Occident, notamment de ces mêmes pays qui soutiennent Israël aujourd'hui.

Il s'en est allé à vau l'eau, parce que les gens en Afrique du Sud ont été déterminés. Pour réaliser un changement, il faut l'unité, la détermination, de bons dirigeants, la bonne stratégie, une vision pour l'avenir. Finalement, le résultat pour une juste cause est certain, quel que soit le temps qu'il faut. L'Afrique du Sud a prouvé cela.

[Resist efforts to outlaw BDS, says anti-apartheid veteran Ronnie Kasrils](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Déclaration de la FIDH sur le droit de participer et à appeler au Boycott – Désinvestissement – Sanctions

30/05/2016

Communiqué

La FIDH, à l'occasion de son Bureau international tenu à Paris du 25 au 27 mars 2016, a tenu à formellement reconnaître et réaffirmer le droit des personnes à participer pacifiquement

et à appeler à des mesures de boycott-désinvestissement-sanctions (BDS) pour protester contre les politiques d'occupation et de discrimination du gouvernement israélien, et demande instamment aux États de respecter et de défendre les droits connexes de liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'assemblée.

En 2005, la société civile palestinienne a appelé les personnes et les organisations de la société civile à appliquer des mesures BDS tant qu'Israël ne se conformera pas à ses obligations en vertu du droit international. Devant le manque de volonté politique d'obliger Israël à être comptable de ses obligations internationales, les militants palestiniens se sont tournés vers les actions BDS prises pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud et s'en sont inspirés pour faire bouger les choses. Le mouvement était donc, et est encore, une réponse politique à un manque d'action politique.

Liberté d'expression et d'opinion Alors que le mouvement BDS prend de l'ampleur, il est de plus en plus attaqué et accusé, afin de le discréditer, de promouvoir la discrimination ou l'antisémitisme. Les attaques de ce genre ne font que s'intensifier [1].

En réponse à ces mises en cause de la légitimité du mouvement, le Rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté d'opinion et d'expression, lorsqu'il s'est rendu en Israël, après les avoir analysés, a considéré que les boycotts étaient des actions « pacifiques, légitimes et acceptées sur la scène internationale », et que ces actions étaient protégées par la liberté d'expression. En tant que telles, des manifestations d'opinion critiquant le gouvernement d'Israël pour ses manquements ne relèvent pas des exceptions, limitées, à la liberté d'expression reconnues par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques [2]. Une telle acceptation internationale de boycotts est démontrée et confortée par l'existence de boycotts tout au long de l'histoire, dans le but de manifester une opposition politique ou pour promouvoir des changements politiques [3].

Aux yeux du Bureau International, le mouvement BDS vise les politiques d'occupation illégale et de discrimination à

l'encontre des Palestiniens menées depuis longtemps par le gouvernement d'Israël, notamment en soutenant l'occupation et en s'en rendant complice. Dans ces conditions, des personnes doivent avoir le droit de participer pacifiquement et d'appeler à des mesures BDS pour protester contre de telles politiques. Ces droits sont tout aussi légitimes, légaux et valides que dans le cas des exemples historiques de boycotts ; il convient donc de mettre en garde contre des efforts ou des initiatives visant à restreindre les droits à la liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'assemblée, notamment en criminalisant l'exercice de ces droits pour des raisons discriminatoires, portant notamment sur des opinions, politiques ou autres.

Il est clair que la logique des mesures BDS repose sur l'opposition à l'occupation militaire par Israël et ses politiques mises en œuvre dans les territoires palestiniens occupés. Dans ces conditions, nous exprimons notre soutien au droit de participer et à appeler à des activités BDS dès lors qu'elles sont conformes à l'interdiction du racisme et de la discrimination sous toutes ses formes, notamment pour des raisons de race, couleur, origine nationale ou sociale, langue, religion, opinion politique, sexe, identité de genre, orientation sexuelle ou handicap.

Une pratique reconnue par les Nations unies

Les sanctions économiques sont également conformes à l'esprit et aux objectifs de la Charte des Nations unies, et ont été appliquées dans de nombreuses situations, notamment par le Conseil de Sécurité. Une telle pratique est admise en droit international des droits humains, à condition que les sanctions 'exercent une pression politique et économique sur l'élite dirigeante du pays visé pour l'amener à se conformer au droit international', en ayant conscience de 'leurs effets indirects, à savoir les souffrances infligées aux groupes les plus vulnérables de ce pays', et le cas échéant en prenant des mesures pour les atténuer, comme reconnu par le Comité des

droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies [4].

Le Bureau International souligne le soutien historique apporté dans d'autres contextes par les Nations unies et la communauté internationale aux mesures BDS, et exprime sa grave préoccupation devant la multiplication de mesures législatives nationales visant à criminaliser et à réduire au silence des militants BDS. Les droits humains universels, comme la liberté d'expression, doivent être respectés en toute impartialité ; une application partielle et partielle des normes du droit international ne fera que perpétuer le statu quo, en Israël comme en Palestine, et en d'autres zones de conflit.

Les Défenseurs des droits humains

En 2011 Israël a adopté une loi faisant de tout appel à boycott à l'encontre d'Israël un délit [5]. En réponse, le Rapporteur spécial des Nations unies sur les Défenseurs des droits humains, le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association, et le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ont adressé une lettre d'allégation conjointe déclarant que la loi « *viole le droit à la liberté d'opinion et d'expression (...) et crée de nouvelles incitations à l'autocensure, y compris sur Internet, pour éviter des poursuites* » [6].

Le Bureau international souligne que des personnes qui, de façon pacifique, appellent Israël à respecter le droit international, en ayant recours à des moyens pacifiques et en respectant les droits d'autrui, sont des défenseurs des droits humains. En tant que tels, ils doivent être protégés. Le fait de les menacer est symptomatique du rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile, à l'échelle mondiale. Dans le cadre de l'action de la FIDH à travers l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, nous insistons sur le fait que les militants appelant, dans ces conditions, au BDS, doivent être protégés contre des lois

répressives et abusives ainsi que contre d'autres pratiques étatiques.

Alors que des lois semblables sont proposées ou adoptées de par le monde, les ONG internationales de défense des droits humains doivent continuer à attirer l'attention sur les incohérences dans la politique des États à l'égard des pratiques discriminatoires et de l'occupation par Israël du territoire palestinien, et sans équivoque défendre le droit des personnes, des organisations de la société civile et des entreprises de soutenir pacifiquement les mesures BDS ; elles doivent en outre rappeler l'obligation des États, des entreprises et des autres organes de la société de s'abstenir de soutenir la l'occupation du des territoires palestiniens occupés, ainsi que les pratiques discriminatoires mises en œuvre, et de s'y opposer.

Lire également les déclarations de nos organisations membres en Israël sur le sujet :

▸ B'tselem :

<http://www.btselem.org/page/8-march-11-civil-society-organizations-oppose-bill-prohibiting-political-protest-against-occupa>

▸ ACRI : <http://www.acri.org.il/en/2015/04/16/hcj-boycott-law/>

Notes

[1] Par exemple, lors de la conférence anti-BDS tenue récemment, le ministre du Renseignement, Yisrael Katz, a déclaré qu'Israël devrait procéder à des « éliminations ciblées de BDS » <http://972mag.com/in-israel-bds-is-winning/118198/>

[2] Déclaration du Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression au terme de sa visite en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, le 18 décembre 2011, consultable sur : <https://unispal.un.org/DPA/DPR/unispal.nsf/0/67C53F54894114298525796C0056DED2#sthash.lngaSXF5.dpuf>

[3] Par exemple le mouvement anticolonialiste Swadeshi, le mouvement des droits civils aux États-Unis et les actions

anti-apartheid en Afrique du Sud

[4] Observation Générale 8, Relation entre les sanctions économiques et le respect des droits économiques, sociaux et culturels, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 12/12/97. E/C.12/1997/8, paragraphe 4

[5] Décision confirmée par la Cour Suprême dans sa décision d'avril 2015 sur cette loi, par laquelle elle n'a pas défendu la liberté d'expression

[6] Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, 11 juin 2012, A/HRC/20/17/Add.2, paras. 32-33, 34, consultable sur : http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session20/A-HRC-20-17-Add2_en.pdf

Source: [fidh](#)

Les gouvernements irlandais et néerlandais rejoignent la Suède en se prononçant pour le droit d'appeler au BDS

Comité national palestinien du BDS – 28 mai 2016

– Le ministre des Affaires étrangères néerlandais dit que le BDS « *est protégé par la liberté d'expression* ».

– Le ministre des Affaires étrangères irlandais dit que le BDS est un « *point de vue politique qu'on est en droit d'avoir* », et que son ministère exerce une surveillance sur la répression d'Israël à l'encontre du cofondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti.

– 352 organismes européens sont intervenues auprès de l'Union européenne pour qu'elle soutienne le droit au boycott.

– 23 000 personnes ont lancé un appel aux Nations-Unies sur #RightToBoycott

Les gouvernements néerlandais et irlandais ont déclaré publiquement que les appels au boycott d'Israël sont légitimes, avec le ministre des Affaires étrangères néerlandais qui affirme que défendre et mener campagne pour les droits des Palestiniens au moyen du mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël, sont « *protégés par la liberté d'expression* ».

Ces déclarations ont porté un sérieux coup à la guerre de répression incessante d'Israël qui a conduit les gouvernements du Royaume-Uni, de France, du Canada ainsi que des législatures d'État aux USA, à introduire des législations antidémocratiques et à prendre d'autres mesures répressives afin de saper le mouvement BDS. Israël a également reconnu qu'il utilisait ses services de renseignements pour espionner des militants BDS à l'étranger.

Le ministre des A.E. irlandais, Charles Flanagan, répondant à une question posée par un parlementaire, le député Paul Murphy, à propos des attaques d'Israël contre le mouvement, a dit que le BDS n'est pas soutenu par le gouvernement irlandais, mais que c'est « *un point de vue politique qu'on est en droit d'avoir* ».

En réponse à une question concernant l'interdiction de voyager d'Israël et ses tentatives pour révoquer le droit à résidence du cofondateur du mouvement BDS et défenseur des droits

humains, Omar Barghouti, Flanagan a déclaré que le ministère des A.E. irlandais « *surveillera les développements en cours* » et, « *Je ne suis pas d'accord avec les tentatives de diabolisation de ceux qui défendent cette politique (BDS)* ». Le Congrès des syndicats irlandais a demandé au gouvernement irlandais de faire pression sur Israël pour que celui-ci respecte les droits des défenseurs des droits humains palestiniens.

Israël a imposé une interdiction de voyager à Omar Barghouti, qui vit à Acre dans ce qui est actuellement Israël avec sa famille, et paraît impatient de révoquer son droit à résidence pour le punir de son plaidoyer en faveur du BDS.

En réponse à une question similaire du député Vert de gauche, Rik Grashoff, le ministre des A.E néerlandais, Bert Koenders, a affirmé que les « *déclarations ou les rencontres concernant le BDS sont protégées par la liberté d'expression et la liberté de se réunir, telles que consacrées par la Constitution néerlandaise et la Convention européenne des droits de l'homme* ».

Révélant qu'Israël soulève régulièrement la question du BDS lors de ses rencontres bilatérales avec le gouvernement néerlandais, Koenders a réitéré l'opposition de son gouvernement au boycott d'Israël, mais il a insisté que de « *donner son aval au BDS relève de la liberté d'expression* ».

Riya Hassan, coordinatrice de l'Europe pour la Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus large coalition de la société civile palestinienne, qui conduit le mouvement BDS mondial, a déclaré :

« *Avec les Pays-Bas et l'Irlande qui rejoignent la Suède dans le soutien du droit de défendre et de mener campagne pour les droits palestiniens tels que stipulés dans la législation internationale au moyen du BDS, la tentative d'Israël de faire déclarer illégal le BDS en Europe et d'y forcer ses partisans*

au silence en a pris un sérieux coup ».

En mars 2016, la ministre des A.E. suédoise réaffirmait les principes démocratiques fondamentaux, déclarant que le BDS « *est un mouvement de la société civile* », et que « *les gouvernements ne devaient pas s'ingérer dans les opinions d'une organisation de la société civile* ».

Plus de 350 organisations européennes des droits de l'homme, syndicats, groupes religieux et partis politiques, dont certains n'ont pas encore approuvé le BDS, ont fait appel à l'Union européenne pour qu'elle soutienne le droit de boycotter Israël en raison de son occupation et de ses violations des droits des Palestiniens. Des déclarations similaires ont été faites par Amnesty International et Human Rights Watch.

Riya Hassan a ajouté :

« Les attaques d'Israël contre notre mouvement semblent se retourner contre lui, elles ont conduit des gouvernements européens et certaines des plus importantes organisations des droits de l'homme, et des partis politiques, à travers toute l'Europe et le monde, à s'exprimer pour prendre la défense de notre droit à recommander le BDS.

« Dans toute la société civile européenne, il y a une reconnaissance qui se propage rapidement du mouvement BDS en tant que forme légitime d'une défense des droits de l'homme, non violente, populaire, en faveur des droits, stipulés par les Nations-Unies, du peuple palestinien ».

Plus de 23 000 personnes ont signé un appel exhortant les Nations-Unies à prendre des mesures pour soutenir et protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme palestiniens, israéliens et internationaux, défenseurs qui mènent une campagne non violente pour les droits des Palestiniens, notamment à travers le mouvement BDS. L'appel sera adressé au Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Droits de l'homme

dans les prochains jours.

Hassan d'ajouter : *« Nous sommes extrêmement reconnaissants à chacune de ces 23 000 personnes d'avoir signé notre appel exhortant les Nations-Unies à protéger notre droit à faire campagne pour les droits des Palestiniens, et nous avons plus que jamais l'espoir que la guerre juridique, d'espionnage et de propagande, désespérée d'Israël contre notre mouvement des droits humains finira par échouer ».*

La croissance impressionnante au cours de ces dernières années du soutien au mouvement BDS, dans les grands syndicats, les églises et les fonds de pension, ainsi que parmi les gouvernements étudiants, les associations universitaires et les mouvements antiracistes, les groupes LGBTQ et les artistes à travers le monde, a incité l'establishment israélien à admettre l'impact stratégique du BDS.

Le fait que de grandes entreprises européennes, telles que Veolia, Orange et G4S, aient abandonné, ou annoncé leurs projets de quitter le marché israélien suite à des campagnes BDS est lui aussi particulièrement préoccupant pour Israël.

Les attaques lancées par Israël contre la liberté d'expression et les droits civils en Europe, aux États-Unis et au Canada, entre autres, ont été considérées par les militants des campagnes BDS comme promouvant un *« environnement menaçant de mauvais traitements, intimidations et répressions ayant toutes les caractéristiques de l'ère du maccarthysme aux États-Unis, et des pires jours du régime d'apartheid en Afrique du Sud ».*

Fatin Al Tamimi, présidente de la Campagne de solidarité Irlande-Palestine, a salué la déclaration du gouvernement. Madame Tamimi a déclaré :

« À un moment où nos amis se font agresser en Grande-Bretagne, en France, aux USA et ailleurs, au moyen d'une législation antidémocratique, il est revigorant que la campagne BDS ait été reconnue par le gouvernement irlandais comme un mouvement

légitime et démocratique pour la justice en Palestine.

« Il est, bien sûr, décevant que le gouvernement ne soutienne pas activement lui-même la campagne BDS, pour l'instant, mais néanmoins, nous allons continuer à faire campagne pour que des sanctions, notamment un embargo sur les armes, soient imposées à Israël, jusqu'à ce qu'il se plie à son droit intentionnel et à ses obligations en matière de droits de l'homme. »

Pour plus d'informations : bdsmovement.net/righttoboycott

<https://bdsmovement.net/2016/briefing-bds-a-legitimate-human-rights-movement-14056>

<https://bdsmovement.net/2016/irish-dutch-join-sweden-right-to-boycott-14143>

Traduction: JPP pour BDS France

**BDS, c'est la liberté
d'expression, dit le
gouvernement hollandais**



Bruxelles 24/05/16
(Photo : Kamel
Diop)

The Electronic Intifida, 25/05/16

Les **Pays-Bas** ont affirmé que le militantisme appelant au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre **Israël** était une forme de liberté d'expression.

En réponse à des questions parlementaires émanant du député des **Verts de gauche, Rik Grashoff**, le ministre hollandais des **Affaires étrangères, Bert Koenders**, a dit que « *les déclarations ou rassemblements concernant BDS sont protégés par la liberté d'expression ou de rassemblement, telle qu'elle est reprise dans la Constitution hollandaise et dans la Convention européenne des droits de l'homme* ».

Koenders a également déclaré que le gouvernement hollandais discutait régulièrement de **BDS** avec **Israël** et qu'il lui a fait clairement savoir qu'il « *était opposé au boycott d'Israël mais que le fait de soutenir BDS était conforme à la liberté d'expression* ».

Les commentaires du ministre hollandais des **Affaires étrangères** constituent un sérieux camouflet pour les efforts incessants d'**Israël** en vue de criminaliser **BDS** et de réduire au silence les partisans des droits palestiniens.

Sur l'insistance d'**Israël**, les gouvernements des **États-Unis**, de la **Grande-Bretagne**, de la **France**, du **Canada** et d'autres pays encore ont décidé d'introduire des législations antidémocratiques et de prendre d'autres mesures répressives pour saper le mouvement **BDS**.

Récemment, **Israël** a imposé une interdiction de voyager de facto au cofondateur de la campagne **BDS** et défenseur des droits de l'homme des **Palestiniens**, **Omar Barghouti**, et, qui plus est, il semble bien avoir l'intention de lui ôter son statut de résident.

Israël a également déclaré qu'il utilisait ses services de renseignement pour espionner les militants **BDS** à l'étranger.

La prise de position du gouvernement hollandais vient juste après qu'en **Ontario**, la province la plus peuplée du **Canada**, les législateurs ont rejeté une loi qui visait à punir le militantisme pro-**BDS**.

Les groupes et législateurs spécialisés dans les libertés civiques ont mis en garde contre le fait que la loi aurait violé les droits fondamentaux de la libre expression.

Précédemment, le gouvernement suédois avait été le seul d'Europe à reconnaître que **BDS** est un mouvement civique et que les gouvernements ne devraient pas tenter de l'interdire.

En mars, la ministre suédoise des **Affaires étrangères** a dit dans *The Electronic Intifada* que **BDS** était « *un mouvement de la société civile* » et que « *les gouvernements ne devraient pas se mêler des points de vue d'une organisation de la société civile* ».

S'unir pour défendre BDS

Dans un développement de la question, quelque 352 organisations de 19 pays ont publié une déclaration demandant instamment à l'**Union européenne** de protéger **BDS** comme une

forme de liberté d'expression.

Depuis de nombreuses années, il s'agit de la déclaration la plus largement signée par des organisations européennes à propos de la **Palestine**.

La liste des signataires comprend le **Congrès irlandais des syndicats**, la **Fédération unie norvégienne des syndicats du commerce**, l'importante coordination de la société civile belge, le **CNCD**, et l'organisation catholique française **Terre Solidaire**.

Podemos, le parti politique espagnol de gauche, qui a remporté 21 pour 100 des voix du peuple lors des dernières élections, a également soutenu la déclaration.

Les groupes pressent instamment la **Commission européenne**, la bureaucratie qui gouverne l'**UE**, d'introduire *« des directives sur les droits de l'homme garantissant la liberté d'expression et le droit de boycotter et de recourir à tous les autres moyens dont vous disposez pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte en vue de sauvegarder les droits de l'homme fondamentaux »*.

Parmi les signataires figurent également six partis irlandais, dont le **Sinn Féin** et la **Parti des verts irlandais** ; en France, le **Parti de la gauche**, le **Parti communiste** et le **Nouveau Parti anticapitaliste** et parmi les syndicats, on trouve la **FIOM/CGIL italienne** et, en France, l'**Union syndicale solidaire**.

En outre, plus de 30 organisations belges, dont la fédération syndicale **ABVV/FGTB** et l'importante organisation chrétienne **Broederlijk Delen** ont sorti leurs propres déclarations, invitant instamment le gouvernement belge à résister aux appels des groupes pro-israéliens contre **BDS**.

Amnesty International et **Human Rights Watch** ont également publié des déclarations en réponse aux attaques contre le mouvement **BDS** et ses militants.

Il s'avère que les attaques dangereuses et désespérées d'**Israël** contre le mouvement **BDS** ont quelques conséquences inattendues : elles poussent des gouvernements européens et certaines des organisations mondialement les plus connues à déclarer leur foi en l'entière légitimité du mouvement **BDS**.

L'appel à l'ONU en faveur de #RightToBoycott (droit de boycott)

Le Comité national palestinien **BDS (BNC)** invite les partisans de la liberté d'expression et des droits palestiniens à cosigner un appel au haut commissaire de l'**ONU** pour les droits de l'homme, **Zeid Ra'ad Al Hussein**, lui demandant d'entreprendre des actions pour protéger les droits des militants **BDS** palestiniens, israéliens et internationaux

Le **BNC** a également publié un briefing juridique complet, intitulé « *BDS : un mouvement légitime des droits de l'homme qui doit être respecté et protégé par les États* ». Ce document propose un contexte et une analyse des plus utiles.

Traduction : JMF pour BDS France

Source: [The Electronic Intifada](#)

En Europe, 354 organisations de droits de l'Homme,

associations religieuses, syndicats et partis politiques demandent à l'UE de défendre leur droit au BDS

Communiqué de presse : 18 mai

En Europe, 354 organisations de droits de l'Homme, associations religieuses, syndicats et partis politiques demandent à l'UE de défendre leur droit au BDS

Plus de 300 organisations de défense des droits de l'Homme et de la solidarité, associations religieuses, syndicats et partis politiques de toute l'Europe ont appelé l'UE à observer ses responsabilités juridiques et à tenir Israël pour responsable de ses violations des lois internationales et à défendre le droit des individus et des institutions à prendre part au **mouvement dirigé par les Palestiniens de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)** pour la justice et l'égalité.

Les signataires de la lettre demandent à La commission européenne de « présenter les lignes directrices sur les droits de l'Homme garantissant la liberté d'expression et le droit de boycotter et d'utiliser tous les autres moyens dont vous disposez pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte pour défendre les droits fondamentaux ».

Faute d'arriver à stopper la croissance du mouvement BDS, Israël a **lancé une attaque sans précédent contre le mouvement BDS** pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens.

L'imposante liste de 354 signataires comprend : Transform ! Europe – réseau européen de 28 organisations européennes de 19 pays, le Congrès des Syndicats Irlandais, la Fédération Unie des Syndicats Norvégiens, le Parti de Gauche en France, Podemos en Espagne, l'Entraide Religieuse de Norvège, la branche flamande d'Oxfam en Belgique, la principale coalition d'ONGs belges CNDD 11.11.11, Défense des Enfants en Belgique, Greenpeace

en Allemagne, le mouvement international catholique pour la paix Pax Christi en Belgique, et la principale ONG catholique française Terre Solidaire. Voyez ici la lettre et la [liste complète des signataires](#).

A la demande d'Israël, des gouvernements européens, dont le Royaume Uni et la France, **introduisent une législation anti-démocratique** et prennent des mesures répressives pour saper le mouvement BDS. En France, une militante a été arrêtée simplement parce qu'elle portait un t-shirt BDS.

L'envoyé spécial de l'UE en Israël a **récemment été critiqué** pour avoir participé à une conférence anti-BDS à Jérusalem où des ministres du gouvernement israélien ont proféré des menaces contre les militants BDS.

Israël a également infligé une interdiction de voyager au cofondateur du mouvement BDS Omar Barghouti, après que des menaces à peine voilées de violence physique aient été lancées contre lui par des ministres du gouvernement israélien, ce qui a poussé **Amnesty International à exprimer son inquiétude** « pour la sécurité et la liberté du défenseur des droits fondamentaux des Palestiniens Omar Barghouti ».

La répression de l'État d'Israël contre les défenseurs des droits de l'Homme et le mouvement BDS a pour but de le protéger contre sa mise en cause pour ses violations de la législation internationale. Israël s'est **vanté ouvertement** d'espionner les militants BDS dans tous les pays.

Riya Hassan, Responsable des Campagnes Européennes pour le Comité National BDS Palestinien, la plus large coalition d'organisations palestiniennes qui dirige et soutient le mouvement BDS, a dit :

« Plutôt que d'aider Israël dans sa répression contre le mouvement BDS, il est temps pour l'UE de faire face à ses obligations envers la législation internationale et de tenir Israël pour responsable de ses violations de la législation internationale. L'UE doit défendre le droit des citoyens européens, palestiniens et israéliens de défendre les droits de l'Homme et de prendre part au mouvement non-violent BDS. »

Aneta Jerska, coordinatrice de la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP), l'une des organisations signataires du communiqué, a dit :

« C'est encourageant de voir tant d'organisations de la société civile européenne et de ses organismes représentatifs déclarer publiquement leur soutien au droit de participer au mouvement BDS qui vise à rendre Israël responsable de ses violations de la législation internationale et des droits de l'Homme.

« Cela montre avec force que l'opinion publique européenne considère de plus en plus BDS comme une manifestation de la liberté d'expression. Nous continuerons à nous battre pour mettre fin à l'injuste système d'oppression d'Israël sur le peuple palestinien. »

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [ECCP](#)